

DE CASTELNAU-L'ESTOILE, Charlotte et François REGOURD, dir., *Connaissances et pouvoirs. Les espaces impériaux (xvi^e-xviii^e siècles), France, Espagne, Portugal* (Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, coll. « La mer au fil du temps », 2005), 412 p.

Catherine Desbarats

Volume 61, numéro 1, été 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016877ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016877ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desbarats, C. (2007). Compte rendu de [DE CASTELNAU-L'ESTOILE, Charlotte et François REGOURD, dir., *Connaissances et pouvoirs. Les espaces impériaux (xvi^e-xviii^e siècles), France, Espagne, Portugal* (Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, coll. « La mer au fil du temps », 2005), 412 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 61(1), 95–98. <https://doi.org/10.7202/016877ar>

Cet ouvrage ne fait pas honneur aux Presses de l'Université Laval. En plus des faiblesses conceptuelles et de contenu décrites jusqu'ici, que la relecture d'un spécialiste aurait exposées et permis de corriger, le livre comporte une foule d'irrégularités du point de vue de l'édition. Les redondances sont fort nombreuses. Quelques citations s'avèrent trop longues : l'une d'entre elles, tirée de *l'Histoire populaire du Québec*, tome 1 : *Des origines à 1791* de Jacques Lacoursière, s'étale sur sept pages ! Une poignée d'annexes est maladroitement distribuée à travers l'ouvrage. On s'étonne notamment de retrouver un interlude de cinq pages sur les persécutions religieuses en Écosse, accompagné d'une photographie du mouton Cheviot (« le prétexte, qui permet à l'Angleterre le nettoyage ethnique de la Haute-Écosse » [p. 368]), insérée au beau milieu de l'entrée dédiée au siège de Mazulipatan aux Indes. En publiant cet ouvrage, les Presses de l'Université Laval n'auront rendu service ni aux lecteurs ni à l'auteur, qui, mieux encadré, aurait assurément pu produire un ouvrage de référence beaucoup plus solide et apprécié. Un ouvrage qui aurait satisfait aux besoins de rêve et d'évasion, certes, mais qui se serait aussi plié aux règles de l'art et de la science historique.

JEAN-FRANÇOIS LOZIER
Département d'histoire
Université de Toronto

DE CASTELNAU-L'ESTOILE, Charlotte et François REGOURD, dir., *Connaissances et pouvoirs. Les espaces impériaux (xvi^e-xviii^e siècles), France, Espagne, Portugal* (Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, coll. « La mer au fil du temps », 2005), 412 p.

Ce collectif est le troisième dans une série dirigée par Silvia Marzagalli, auteure d'une étude magistrale sur le commerce bordelais. Les vingt textes rassemblés ici livrent aux lecteurs les résultats d'un colloque tenu il y a cinq ans à Paris. Les contributeurs, tous spécialistes de l'expansion européenne et des mondes coloniaux de l'époque moderne, posent ensemble des questions quant aux liens entre la gouvernance de territoires lointains et la construction et la diffusion de savoirs sur ces mêmes espaces d'outre-mer. Charlotte de Castelnau-L'Estoile et François Regourd signent une introduction fort efficace qui évoque le moment historiographique donnant l'impulsion à cette réflexion, ainsi que la volonté comparatiste qui la sous-tend. Ils soulignent notamment la possibilité d'une convergence fertile entre l'histoire des sciences et l'histoire politique. Alors

que la première se « déseuropérise » tranquillement depuis la parution en 1967 de l'article « The Spread of Western Science » de George Bassala, *Science*, 156,3775 (mai 1967), et alors qu'elle s'ancre de plus en plus dans des contextes d'impérialisme ou de colonisation, l'histoire des sciences gagnerait, selon eux, à contempler plus directement les modalités concrètes de l'exercice du pouvoir colonial. Quant à l'histoire politique, qui se renouvelle tout autant, entre autres par l'abandon de trames téléologiques qui se déplacent depuis un « centre impérial » vers des « périphéries coloniales », elle s'enrichit tout autant, selon eux, lorsqu'elle s'attarde davantage au rôle des savoirs dans la constitution du pouvoir, et lorsqu'elle s'inspire de certains acquis de l'histoire des sciences, tel le constat de l'importance des réseaux.

Les lecteurs nord-américains trouveront dans *Connaissances et pouvoirs* une excellente porte d'entrée vers une histoire en construction. Des références toutes aussi récentes que difficiles d'accès, publiées surtout en Europe et en Amérique latine, fourmillent dans des notes en bas de page qui auront à elles seules une valeur inestimable. Pour les chercheurs œuvrant plus particulièrement sur l'Amérique française, la prépondérance de textes portant sur des contextes espagnols (dont trois écrits en espagnol) ou portugais constitueront un bon point de départ pour d'éventuelles comparaisons, qu'il s'agisse des premières « découvertes », du rôle des religieux, missionnaires ou non, dans la connaissance ou la gestion du territoire, ou encore d'enquêtes et de projets d'État d'envergure. Jean-Michel Sallmann nous rappelle d'ailleurs dans sa conclusion que les réseaux de connaissances balisés par les Portugais depuis le xv^e siècle, et par les Castillans depuis le début du xvi^e (traités ici entre autres par Francesc Relaño et par Francisco Bethencourt) forgent un capital intellectuel qui sera exploité plus tardivement par les Français, Britanniques et Hollandais, et ce, en dépit de la politique portugaise du secret.

Certains textes transcendent dans la même veine les bornes d'un seul espace colonial. À partir de sources largement inédites, tirées d'archives espagnoles, mexicaines et portugaises, Mickaël Augeron révèle les nombreuses « complicités », parfois « forcées, parfois voulues » (p. 61) qui ont appuyé les expéditions huguenotes transatlantiques de la seconde moitié du xvi^e siècle : pilotes et puis colons ibériques, Amérindiens et enfin étrangers établis dans les colonies latino-américaines, contribueront par leur savoir aux expéditions montées par les marins huguenots à la recherche de profits.

Neil Safier relève d'autres trajectoires transatlantiques liant Français et Ibériques, plus ponctuelles, cette fois, et tissées au xviii^e siècle – celle de l'envoi d'échantillons botaniques péruviens au Jardin du roi de France par des académiciens basés à Quito, et celle, reliée, de la traduction et de l'édition anonyme française des *Commentarios reales* (1609) de l'Inca Garcilaso de Vega. Pour Safier, l'*Histoire des Incas, Rois du Perou* (1744), illustre le rôle de l'imprimé dans la constitution du pouvoir impérial sur les populations amérindiennes. Si la dimension transimpériale de son argument demeure elliptique, son analyse des interventions éditoriales qui nuancent les propos originaux de l'Inca, est tout à fait suggestive.

En général, il incombe au lecteur de faire ses propres comparaisons à partir d'articles traitant de façon relativement hermétique des cas français, portugais ou espagnols. Tout en étant un des rares auteurs à soulever la question des savoirs indigènes, par exemple, Gilles Havard se trouve certainement au diapason de ses collègues latino-américanistes lorsqu'il nous dépeint la « domestication intellectuelle » qui accompagne la transformation de territoires amérindiens en espaces impériaux. Des processus semblables sont en jeu dans trois siècles de chroniques franciscaines, évoqués ici par Mylène Péron, ou dans les efforts au xviii^e siècle de cartographier les zones minières de l'intérieur brésilien, étudiés ici dans toute leur complexité politique par Claudio Damesceno Fonseca. Dans le cas de la Nouvelle-France, Havard trace l'émergence des savoirs « concrets des lieux et des hommes » qui faciliteront l'expansion française dans les Grands Lacs lorsque Jésuites, officiers militaires, traiteurs de fourrure et autres de leur trempe nomment les lieux, apprennent les langues et confectionnent tout un arsenal de cartes et de rapports.

François Regourd, de son côté, offre une mise en garde contre toute équation simpliste entre savoir et pouvoir, valable bien au-delà du contexte qui le préoccupe explicitement. Ni la véritable armée de botanistes, d'ingénieurs-géographes et de cartographes chargés d'enquêter sur la Guyane, ni les proches de l'Académie royale des sciences que le ministre français Choiseul affecte au gouvernement de l'établissement projeté pour Kourou, ne pourront empêcher l'expédition colonisatrice de 1763 de tourner au désastre. Des milliers de morts et la perte de millions de livres seront les principaux fruits de cette explosion d'érudition.

Les points de convergence et fils conducteurs que nous ne pouvons qu'évoquer rapidement ici rendent d'autant plus étonnantes, voire désolantes, les brèves remarques que consacre la conclusion de Jean-Michel Sallmann au monde colonial français. Dans les « immenses espaces de la

Louisiane et du Canada», juge-t-il, il est «encore difficile de se repérer. Les Français n'ont d'ailleurs jamais dépassé le stade du premier repérage et l'on comprend bien pourquoi personne ne s'est beaucoup ému quand Louis XV abandonna les quelques arpents de glace du Canada en 1763 ou quand Napoléon vendit la Louisiane pour une bouchée de pain en 1803 » (p. 384). Voilà une boutade distraite qui est loin de concorder avec l'esprit d'enquête comparative animant ce volume dans son ensemble.

CATHERINE DESBARATS

Département d'histoire
Université McGill

DESLANDRES, Dominique, John A. DICKINSON et Ollivier HUBERT, dir., *Les Sulpiciens de Montréal. Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007* (Saint-Laurent, Fides, 2007), 670 p.

Les sulpiciens sont riches. Immensément riches. Cet ouvrage, qui célèbre le 350^e anniversaire de leur arrivée à Montréal, en est la meilleure preuve. Rarement a-t-on vu un ouvrage aussi riche, riche de science, riche d'archives, riche d'illustrations : 48 planches couleur et 159 illustrations, dues à la recherche iconographique de Jacques Des Rochers. Riche d'auteurs aussi, puisqu'ils sont quinze, auxquels s'ajoutent vingt assistants de recherche. On n'ose imaginer combien a pu coûter ce livre. Signe de munificence ultime, les Messieurs nous offrent ce magnifique ouvrage au prix d'aubaine de 40\$. Un lancement à tout casser a eu lieu le 27 février 2007 au Musée des beaux-arts de Montréal, qui accueille du 12 septembre au 9 décembre 2007 l'exposition «L'héritage artistique des Sulpiciens de Montréal». Cette heureuse conjonction nous vaut cette riche iconographie, dont quelques pièces sont sans doute peu utiles, mais dont la grande majorité vient illustrer le propos de manière fort pertinente, telle cette représentation d'un prédicateur à Notre-Dame en 1841, qui ouvre le chapitre sur la prédication (p. 216). Pour en terminer avec la forme, les notes sont au bas des pages, ce qui rend la lecture des plus agréables (et utiles).

Mais c'est surtout le contenu qui nous importe ici. D'emblée, on peut dire qu'il dépasse, et de loin, ce à quoi on s'attend dans un livre commémoratif de ce genre. Le projet a été pris en charge par trois des meilleurs historiens de l'Université de Montréal. Sachant tout ce que cette université doit à la Compagnie de Saint-Sulpice, ce n'est là qu'un juste retour des choses. Même si Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier